

[\(retour\)](#)

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU CANTON DE
FRIBOURG**

VERWALTUNGSGERICHT DES KANTONS FREIBURG



RAPPORT
sur l'activité du Tribunal administratif et
sur l'état général de la juridiction administrative
pour l'année 2003

BERICHT
über die Tätigkeit des Verwaltungsgerichts und
über den Stand der Verwaltungsjustiz
im Jahr 2003

**AU GRAND CONSEIL
DU CANTON DE FRIBOURG**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux articles 65 de la Constitution cantonale et 4 de la loi d'organisation du Tribunal administratif du 24 avril 1990, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'activité du Tribunal administratif et sur l'état général de

la juridiction administrative dans le canton pour l'année 2003.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, l'expression de notre haute considération.

Givisiez, le 12 mars 2004

Le Greffier-chef:

Jean-Benoît Meuwly

Le Président:

Christian Pfammatter

AN DEN GROSSEN RAT DES KANTONS FREIBURG

*Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren Grossräte*

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Artikel 65 der Kantonsverfassung und Artikel 4 des Gesetzes über die Organisation des Verwaltungsgerichts vom 24. April 1990 den Bericht über die Tätigkeit des Verwaltungsgerichts und über den Stand der Verwaltungsjustiz im Kanton im Jahr 2003 zu unterbreiten.

Wir versichern Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Grossräte, unserer vorzüglichen Hochachtung.

Givisiez, 12. März 2004

Der Chefgerichtsschreiber:

Jean-Benoît Meuwly

Der Präsident:

Christian Pfammatter

Partie générale

Allgemeiner Teil

▲ PERSONNEL

- ACTIVITE JURIDICTIONNELLE
- ACTIVITE SCIENTIFIQUE
 - DIVERS

- PERSONELLES
- GERICHTSTÄTIGKEIT
- WISSENSCHAFTLICHE TÄTIGKEITEN
 - WEITERES

I. PERSONNEL

A. Juges

Dans le rapport d'activité 2002, il avait été annoncé que les président (e)s des Cours administratives occuperaient cette fonction pendant deux ans. Depuis le 1er janvier 2002, la Ière Cour administrative est présidée par la juge *Gabrielle Multone*, la IIe Cour par le juge *Michel Wuilleret* et la IIIe Cour par la juge *Marianne Jungo*.

Gabrielle Multone et *Hugo Casanova* ont par ailleurs été nommés membre, respectivement membre suppléant, de la Commission du barreau pour la période comprise entre le 1er juillet et le 31 décembre 2003. Mme Multone en est devenue la "co-vice-présidente". Quant à *Christian Pfammatter*, il a été nommé membre suppléant de la Commission d'examen des candidats au barreau pour la même période. Leurs mandats ont été renouvelés pour la période administrative 2004-2007.

Laurent Schneuwly, juge suppléant au TA, a pour sa part été réélu en cette qualité par le Grand Conseil pour une nouvelle période de 5 ans à partir du 19 février 2003.

B. Greffe

Le greffe a connu en 2003 plusieurs engagements liés au départ de deux greffiers-rapporteurs:

Dans le cadre des mesures prises pour faire face à l'augmentation du nombre d'affaires en souffrance devant le Tribunal administratif durant ces dernières années (cf. les précédents rapports d'activité), le Tribunal a obtenu au budget 2003 un crédit spécial pour l'engagement temporaire de personnel supplémentaire. C'est ainsi qu'il a pu renouveler l'engagement de *Mme Véronique Dumas* à 60% pour l'année entière, comme greffière-rapporteuse ad hoc auprès de la Cour des assurances sociales. Démissionnaire avec effet au 31 décembre 2002, *Me Elena Olivera*, également greffière-rapporteuse ad

hoc à la même cour depuis le 1er janvier 2001, a été remplacée au 1er janvier 2003 par *Me Fabien Gasser*. Bien que la durée de son contrat fût prévue pour une année, elle a été écourtée à la fin juin 2003 déjà afin de lui permettre d'accepter un engagement de substitut du Procureur auprès du Ministère public du canton de Fribourg. La place devenue vacante a permis l'engagement - jusqu'à la fin de l'année - d'une greffière-adjointe ad hoc à 50%, *Mme Isabelle Théron*, attribuée aux cours générales et d'une autre greffière-rapporteuse à mi-temps auprès de la Cour des assurances sociales, *Me Claudia Dey*.

En outre, *Me Guillaume Vianin*, greffier-rapporteur auprès de la Cour fiscale, a également présenté sa démission avec effet au 31 mai 2003. Après plus de quatre ans passés au service de notre Instance cantonale, il a décidé de relever un nouveau défi professionnel en tant que greffier au Tribunal fédéral. Pour le remplacer, le Tribunal a engagé à 50% *Me Marc Sugnaux*, précédemment greffier-adjoint au Tribunal d'arrondissement de la Sarine, ainsi que *Me Claudia Dey*, laquelle a ainsi vu son taux d'activité complété à 100%.

Me Johannes Frölicher, greffier-rapporteur auprès de la Cour des assurances sociales à mi-temps, a, par arrêté du Conseil fédéral du 15 décembre 2003, été réélu vice-président des commissions fédérales de recours en matière de produits thérapeutiques et en matière d'assurance-accidents. Le 2 décembre 2003, il a par ailleurs été élu membre de la commission de protection des données par le Grand Conseil du canton de Fribourg.

Dans le cadre de leur formation d'avocate, *Milena Suma*, *Nathalie Liaudat*, *Christiane Pickl* et *Cinthia Donzallaz* ont accompli un stage de greffier/ère.

C. Secrétariat

En remplacement de *M. Damien Kurzo* qui a, en juillet 2003, terminé brillamment son apprentissage de commerce avec orientation maturité professionnelle, *Mlle Mélanie Maillard* a été engagée le 11 août 2003 comme nouvelle apprentie.

Le Tribunal administratif a continué à participer au programme d'aide aux chômeurs mis en place par l'Etat de Fribourg et a prolongé jusqu'à la fin 2003 l'engagement d'une personne dans le cadre d'un programme d'emploi temporaire. La participation à ce programme constitue une expérience fort positive, tant pour la personne concernée, qui augmente ses compétences professionnelles, que pour le Tribunal qui bénéficie, en même temps, de son grand engagement, de sa motivation ainsi que d'un travail de qualité.

II. ACTIVITE JURIDICTIONNELLE

A. Remarques générales

Le nombre des nouvelles affaires enregistrées en 2003 auprès du Tribunal administratif (993 unités) a chuté de 38% par rapport à

l'année précédente (1605 unités).

Les diminutions concernent surtout la Cour des assurances sociales (-65%), l'Autorité judiciaire pour les mesures de contraintes (-26,7%) et, dans une moindre mesure, la Ie Cour administrative (-8,5%). La Cour des assurances sociales comptabilise 326 nouveaux dossiers, ce qui représente le tiers des nouvelles affaires enregistrées par le Tribunal administratif, en net recul par rapport aux années précédentes, où cette proportion dépassait la moitié des causes totales (58% en 1992 et 54% en 1991). On a en revanche enregistré une augmentation des affaires de la IIe Cour administrative (+18,8%).

Il est à relever que le nombre d'affaires liquidées par l'ensemble du Tribunal (1381 dossiers) a progressé de 4% par rapport à 2002. Cette année, il a été très largement supérieur à celui des nouvelles causes enregistrées, ce qui a permis de réduire le nombre des dossiers en attente d'une décision de 1199, à la fin de l'exercice précédent, à 811 (-32%).

D'autres informations détaillées sur l'activité des différentes Cours du Tribunal ressortent de la partie statistique du présent rapport.

Compte tenu de la baisse massive des causes enregistrées par la Cour des assurances sociales et du retour à une situation ordinaire, le Tribunal administratif n'a pas sollicité pour 2004 le renouvellement des mesures extraordinaires octroyées depuis plusieurs années afin de réduire son retard, à savoir l'engagement temporaire de greffiers/ères-rapporteur(e)s supplémentaires.

B. I^{ère} Cour administrative

Il convient de relever, cette année, les nombreux recours interjetés par un conjoint séparé d'un-e ressortissant-e suisse contre le refus de prolonger l'autorisation de séjour. Selon la récente jurisprudence fédérale, claire, s'il existe suffisamment d'éléments concrets permettant de dire que les époux ne veulent pas ou plus mener une véritable vie conjugale et que leur mariage n'est maintenu que pour des motifs de police des étrangers - les raisons ayant conduit les époux à se séparer ou leur part respective de responsabilité dans la séparation n'étant pas prises en considération - il faut admettre que le conjoint étranger commet un abus de droit lorsqu'il se prévaut de son mariage pour solliciter la prolongation de son autorisation de séjour.

S'agissant des mesures de contrainte en matière du droit des étrangers en 2003, le nombre des cas (54) est revenu à un volume comparable à celui des années 1999 (50) et 2000 (52, 1998: 27, 2001: 37, 2002: 71). L'autorité compétente s'est vue saisir, pour la première fois, de 4 recours contre des décisions d'assignation au territoire fribourgeois, fondées pour l'essentiel par un comportement délictueux adopté à l'extérieur du canton.

C. II^e Cour administrative

L'activité de la IIe Cour administrative pour l'année 2003 n'amène pas de remarques particulières.

D. III^e Cour administrative

En 2003, la IIIe Cour administrative a été saisie à 186 reprises. Les affaires relèvent principalement des domaines de la circulation routière et des transports, de la santé publique et de l'aide sociale, ainsi que des commerces et des établissements publics. En particulier, la Cour a traité plusieurs recours formés contre des décisions préfectorales incidentes de refus de restitution de l'effet suspensif aux recours interjetés contre des décisions communales relatives à l'horaire de fermeture des shops des stations-service. Ces recours ont tous été rejetés. Il est à souligner que le nombre des procédures pendantes au 31 décembre 2003 a nettement diminué (57) par rapport à l'année précédente (81), la Cour ayant liquidé 210 affaires durant l'année.

E. Cour fiscale

Même si le nombre des nouvelles affaires a quelque peu augmenté par rapport à l'année précédente, il reste à un niveau relativement bas. Il se confirme ainsi que les litiges sont moins nombreux sous l'égide de la nouvelle loi sur les impôts cantonaux directs (notamment en raison de la taxation annuelle postnumerando ainsi que de l'harmonisation fiscale).

Dans ces conditions, le président et les deux greffiers-rapporteurs de la Cour fiscale ont pu continuer à traiter également des dossiers d'assurance-chômage pour la Cour des assurances sociales. En outre, après le départ de Me Guillaume Vianin, la Cour fiscale a cédé à cette dernière cour un demi-poste de greffier-rapporteur.

Grâce aux compétences élargies du juge unique, le nombre des arrêts rendus par le Président de la Cour fiscale a augmenté.

F. Cour des assurances sociales

L'entrée en vigueur le 1er janvier 2003 de la loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA; RS 830.1) a eu une incidence immédiate sur le nombre des causes adressées au Tribunal administratif en la matière. Cette nouvelle loi a, en effet, institutionnalisé la voie préalable de l'opposition à l'autorité administrative qui a rendu la décision initiale dans toutes les branches des assurances sociales fédérales, à l'exclusion toutefois de la prévoyance professionnelle à laquelle elle ne s'applique pas.

Les recours, relevant en particulier de l'assurance-chômage, de l'assurance-vieillesse et survivants, de l'assurance-invalidité, des

prestations complémentaires, qui étaient jusqu'en 2002 déposés directement à l'autorité judiciaire contre la décision originaire, ne peuvent l'être désormais que contre la décision sur opposition.

Il a fallu donc attendre que ces décisions sur opposition soient d'abord prises par l'administration pour que le Tribunal puisse à nouveau être saisi de recours.

Cette situation transitoire a permis parallèlement de réduire de manière conséquente le volume des causes en suspens, par arrêt de fond essentiellement, ce qui a impliqué une utilisation maximale des forces de travail attribuées à cette Cour, avec décharge progressive correspondante de celles mises exceptionnellement à contribution par voie interne (participation des autres juges administratifs).

G. Statistiques

En ce qui concerne le nombre d'affaires liquidées et le mode de liquidation, nous vous prions de vous référer à la partie statistique du présent rapport.

III. ACTIVITE SCIENTIFIQUE

Hugo Casanova, juge administratif, a continué de rapporter pour la revue "Archives de droit fiscal suisse" les développements jurisprudentiels fédéraux portant sur les contributions cantonales. Ainsi, son analyse annuelle a paru au volume 72 (juillet/août 2003, p. 73 ss) sous le titre: "Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts im Jahre 2001 - Kantonale Abgaben (inkl. Steuerharmonisierung)". Il a également dirigé un workshop sur les aspects fiscaux de l'estimation des immeubles lors des Journées suisses du droit de la construction organisées par l'Université de Fribourg.

Jean-Benoît Meuwly, greffier-chef, a publié en droit des assurances privées une étude sur "La prescription des créances d'assurance (art. 46 al. 1 LCA) au regard de la dernière jurisprudence du Tribunal fédéral" (AJP/PJA 3/2003 p. 303 ss). Dans le prolongement d'une conférence qu'il a présentée le 27 novembre 2002 dans le cadre d'un colloque consacré au nouveau droit médical de la LAMal, il a également été l'auteur d'une contribution en droit des assurances sociales intitulée "Le choix du fournisseur de prestations et la prise en charge des coûts (art. 41 et 49 LAMal). La jurisprudence récente du Tribunal fédéral des assurances" (RSAS 47/2003 p. 463 ss).

IV. DIVERS

Le Tribunal administratif s'est réuni en séance plénière à plusieurs reprises pour répondre à des consultations relatives à des projets de lois, pour traiter des questions de personnel et diverses autres affaires.

Le Tribunal administratif et le Conseil d'Etat, réunis en Collège électoral, ont procédé à l'élection d'un assesseur auprès la Commission d'expropriation.

Formation continue

Les juges et les collaboratrices et collaborateurs du Tribunal administratif ont suivi différents séminaires et cours.

Collaborations

Dans le cadre des échanges que le Tribunal administratif entretient avec la Faculté de droit de l'Université de Fribourg, *Mme Danielle Bonetti*, étudiante universitaire, a effectué un stage de deux mois au TA.

Informatique

La présence du Tribunal administratif sur le réseau Internet avec un site bilingue (www.fr.ch/tad) lui permet de mettre très rapidement à la disposition du public des décisions revêtant un intérêt public prépondérant ainsi que des communiqués relatifs à son activité et d'assurer l'information des médias. Les arrêts publiés sont disponibles sous les formats "word" et "pdf".

I. PERSONELLES

A. Richterinnen und Richter

Im Bericht über die Tätigkeit im Jahre 2002 wurde angekündigt, dass die Präsidenten und Präsidentinnen der allgemeinen Gerichtshöfe inskünftig ihr Amt während zwei Jahren bekleiden. Seit dem 1. Januar 2002 werden der I. Gerichtshof von Verwaltungsrichterin *Gabrielle Multone*, der II. Hof von Verwaltungsrichter *Michel Wuilleret* und der III. Hof von Verwaltungsrichterin *Marianne Jungo* präsiert.

Gabrielle Multone und *Hugo Casanova* sind im Weiteren für die Periode vom 1. Juli bis 31. Dezember 2003 als Mitglied bzw. Ersatzmitglied in die Anwaltskommission ernannt worden. *Gabrielle Multone* wurde zur "Co-Vizepräsidentin" berufen. Schliesslich ist *Christian Pfammatter* für dieselbe Periode als Ersatzmitglied in die Prüfungskommission für die Anwaltskandidaten ernannt worden. Ihre Mandate wurden für die Verwaltungsperiode 2004-2007 verlängert.

Laurent Schneuwly wurde vom Grosse Rat mit Wirkung ab 19. Februar 2003 als Ersatzrichter am Verwaltungsgericht für eine neue

Periode von 5 Jahren wiedergewählt.

B. Gerichtsschreiberei

Die Gerichtsschreiberei hat im Jahre 2003 im Zusammenhang mit dem Rücktritt von zwei Gerichtsschreibern-Berichterstattern mehrere Anstellungen vorgenommen:

Im Rahmen der zum Abbau der hängigen Fälle aus früheren Jahren (vgl. dazu die letzten Tätigkeitsberichte) getroffenen Massnahmen wurde dem Verwaltungsgericht im Jahr 2003 ein Sonderkredit zur vorübergehenden Anstellung von zusätzlichen Mitarbeitern zugesprochen. So konnte das Arbeitsverhältnis von *Véronique Dumas*, zu 60% für das ganze Jahr, als Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin ad hoc beim Sozialversicherungsgerichtshof verlängert werden. *Elena Olivera*, Rechtsanwältin, ebenfalls Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin ad hoc seit 1. Januar 2001 bei demselben Gerichtshof, ist auf den 31. Dezember 2002 zurückgetreten. Als Nachfolger wurde *Fabien Gasser*, Rechtsanwalt, angestellt. Obwohl eine einjährige Anstellung vorgesehen war, wurde dieser Vertrag vorzeitig auf Ende Juni 2003 aufgelöst, um ihm die Annahme der Stelle als Substitut der Generalstaatsanwältin bei der Staatsanwaltschaft des Kantons Freiburg zu ermöglichen. Die dadurch freigewordene Stelle hat es erlaubt, befristet bis Ende Jahr 2003, zwei Teilzeitanstellungen zu 50% zu schaffen. So wurden die Gerichtsschreiberin-Adjunktin ad hoc, *Isabelle Théron*, welche den allgemeinen Höfen zugeteilt war, sowie die Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin *Claudia Dey*, Rechtsanwältin, beim Sozialversicherungsgerichtshof angestellt.

Im Übrigen ist *Guillaume Vianin*, Rechtsanwalt, Gerichtsschreiber-Berichterstatter beim Steuergerichtshof, auf den 31. Mai 2003 zurückgetreten. Nach mehr als vier Jahren Tätigkeit beim kantonalen Verwaltungsgericht hat er sich entschlossen, eine neue berufliche Herausforderung als Gerichtsschreiber beim Eidgenössischen Bundesgericht anzunehmen. Als Nachfolger hat das Gericht *Marc Sugnaux*, Rechtsanwalt, bisher Gerichtsschreiber-Adjunkt beim Bezirksgericht der Saane, zu 50%, sowie *Claudia Dey*, Rechtsanwältin, ebenfalls zu 50%, angestellt. Diese ging demnach im Berichtsjahr einer vollzeitlichen Tätigkeit beim Verwaltungsgericht nach.

Johannes Frölicher, Rechtsanwalt, Gerichtsschreiber-Berichterstatter zu 50% beim Sozialversicherungsgerichtshof, wurde vom Bundesrat mit Beschluss vom 15. Dezember 2003 zum Vizepräsidenten der Eidgenössischen Rekurskommissionen für Heilmittel sowie Unfallverhütung wiedergewählt. Am 2. Dezember 2003 hat der Grosse Rat des Kantons Freiburg ihn als Mitglied der Kantonalen Datenschutzkommission gewählt.

Im Rahmen ihrer Ausbildung zur Rechtsanwältin und zum Rechtsanwalt haben *Milena Suma*, *Nathalie Liaudat*, *Christiane Pickl*, und *Cinthia Donzallaz* ein Gerichtspraktikum absolviert.

C. Sekretariat

Damien Kurzo hat seine kaufmännische Lehre mit Ausrichtung auf die Berufsmatura im Juli 2003 mit Erfolg abgeschlossen. Als Nachfolgerin wurde auf den 11. August 2003 *Mélanie Maillard* angestellt.

Das Verwaltungsgericht hat weiterhin am Hilfsprogramm des Staates Freiburg zu Gunsten der Arbeitslosen teilgenommen und hat die Anstellung einer Person im Rahmen eines temporären Beschäftigungsprogramms bis Ende 2003 verlängert. Die Teilnahme an dieser Massnahme stellt sowohl für die Betroffenen als auch für das Gericht, welches dadurch gleichzeitig über zusätzliche qualifizierte und motivierte Arbeitskräfte verfügen kann, eine sehr positive Erfahrung dar.

II. GERICHTSTÄTIGKEIT

A. Allgemeine Bemerkungen

Die Anzahl der neuen, beim Verwaltungsgericht im Jahr 2003 eingetragenen Angelegenheiten (993 Einträge) hat im Vergleich zum Vorjahr (1605 Einträge) um 38% abgenommen.

Die Rückgänge betreffen insbesondere den Sozialversicherungsgerichtshof (-65%), die Gerichtsbehörde im Bereich des Ausländerrechts (Zwangsmassnahmen; -26,7%) sowie, in geringerem Umfang, den I. Verwaltungsgerichtshof (-8,5%). Der Sozialversicherungsgerichtshof verzeichnete 326 neue Einträge, was einem Drittel der neuen Einträge beim Verwaltungsgericht entspricht. In den vorangegangenen Jahren überstieg dieses Verhältnis jeweils die Hälfte sämtlicher Einträge (58% im Jahre 1992 und 54% im Jahre 2001). Im Gegenzug ist beim II. Verwaltungsgerichtshof eine Zunahme der Neueinträge zu verzeichnen (+18,8%).

Die Anzahl der Erledigungen durch das gesamte Verwaltungsgericht (1381 Dossiers) hat im Vergleich zum Vorjahr 2002 um 4% zugenommen. Die Erledigungen haben im Berichtsjahr die Neueinträge stark übertroffen, so dass die Anzahl der hängigen Dossiers von 1199 am Ende des Vorjahres auf 811 (-32%) gesunken ist.

Weitere detaillierte Angaben über die Tätigkeit der einzelnen Höfe des Gerichts sind im statistischen Teil dieses Berichts festgehalten.

Unter Berücksichtigung des starken Rückgangs der Eingänge beim Sozialversicherungsgerichtshof und der Rückkehr zur Normalsituation hat das Verwaltungsgericht darauf verzichtet, eine Erneuerung der vom Gericht während mehrerer Jahren beantragten ausserordentlichen Massnahmen (Temporäranstellungen von zusätzlichen Gerichtsschreiber/innen-Berichterstatter/innen) zu beantragen.

B. I. Verwaltungsgerichtshof

Zu besonderen Bemerkungen Anlass gibt die grosse Anzahl der Beschwerden, welche von ausländischen Ehegatten eingereicht

wurden, die von Schweizer Bürgern getrennt leben. Diese Beschwerden richteten sich gegen die Verweigerung der Verlängerung der Aufenthaltsbewilligung. Gemäss der klaren Rechtsprechung des Schweizerischen Bundesgerichts verhält sich der ausländische Ehepartner rechtsmissbräuchlich, wenn er sich auf seine formell bestehende Ehe beruft, um die Verlängerung der Aufenthaltsbewilligung im Kanton zu beantragen. Dies ist insbesondere der Fall, wenn konkrete Hinweise darauf bestehen, dass die Ehegatten nicht (mehr) eine eigentliche Lebensgemeinschaft führen wollen, sondern die Ehe nur aus fremdenpolizeilichen Überlegungen aufrechterhalten wird. Für die Frage des Rechtsmissbrauchs spielen die Gründe für das Scheitern der Ehe bzw. die Verantwortlichkeit für die bestehende Trennung keine Rolle.

Im Berichtsjahr 2003 war die Anzahl der Eingänge im Bereich des Ausländerrechts (Zwangsmassnahmen; 54 Einträge) mit den Eingängen in den Jahren 1999 (50 Einträge) und 2000 (52 Einträge) vergleichbar (1988: 27 Einträge; 2001: 37 Einträge und 2002: 71 Einträge). Die zuständige Behörde hatte erstmals vier Beschwerden gegen Entscheide betreffend die Zuweisung eines freiburgischen Gebietes zu beurteilen. Diese Entscheide stützten sich hauptsächlich auf Straftaten, die ausserhalb des Kantons Freiburg ausgeübt wurden.

C. II. Verwaltungsgerichtshof

Die Aktivität des II. Verwaltungsgerichtshofs im Berichtsjahr 2003 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

D. III. Verwaltungsgerichtshof

Der III. Verwaltungsgerichtshof wurde im Berichtsjahr 2003 in 186 Fällen angerufen. Diese betreffen insbesondere die Bereiche des Strassenverkehrsrechts, der öffentlichen Gesundheit und Sozialhilfe sowie des Handels und Gastgewerbes. Der Gerichtshof hat insbesondere mehrer Beschwerden gegen Zwischenentscheide der Oberamtmänner behandelt, in denen die Wiederherstellung der aufschiebenden Wirkung bei Beschwerden gegen Gemeindeentscheide betreffend die Festsetzung der Ladenöffnungszeiten der Tankstellenshops abgelehnt worden ist. Sämtliche dieser Beschwerden wurden abgewiesen. Da der Gerichtshof im Berichtsjahr 210 Angelegenheiten erledigen konnte, ist die Anzahl der am 31. Dezember 2003 noch hängigen Verfahren (57) im Vergleich zum Vorjahr (81) erheblich zurückgegangen.

E. Steuergerichtshof

Die Anzahl der neu eingereichten Beschwerden ist gegenüber dem Vorjahr leicht angestiegen, liegt aber weiterhin auf einem relativ tiefen Stand. Es hat sich definitiv bestätigt, dass das neue Gesetz über die direkten Kantonssteuern (insbesondere dank der einjährigen Gegenwartsbemessung sowie der Steuerharmonisierung) zu weniger Rechtsstreitigkeiten Anlass gibt.

Unter diesen Umständen konnten der Präsident und die beiden Gerichtsschreiber-Berichterstatter weiterhin auch Beschwerden des Sozialversicherungsgerichtshofs im Bereich der Arbeitslosenversicherung behandeln. Zudem hat der Steuergerichtshof nach dem Weggang von RA *Guillaume Vianin* intern einen halben Gerichtsschreiber-Berichterstatter-Posten abgetreten.

Dank der erweiterten Einzelrichterkompetenz hat die Zahl der vom Präsidenten des Steuergerichtshofes allein gefällten Urteile zugenommen.

F. Sozialversicherungsgerichtshof

Das Bundesgesetz über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts (ATSG; SR 830.1), in Kraft seit dem 1. Januar 2003, hatte in diesem Bereich unmittelbar Auswirkung auf die Anzahl der Beschwerdeeingänge beim Verwaltungsgericht. Dieses Gesetz sieht vor, dass - mit Ausnahme der beruflichen Vorsorge - in sämtlichen sozialversicherungsrechtlichen Bereichen bei der verfügenden Stelle Einsprache erhoben werden kann.

Die Beschwerden gegen Verfügungen im Bereich der Arbeitslosenversicherung, der Alters- und Hinterlassenversicherung, der Invalidenversicherung und der Ergänzungsleistungen konnten bis 2002 direkt bei der richterlichen Behörde erhoben werden. Seit 2003 können lediglich gegen Einspracheentscheide Beschwerden eingereicht werden.

Es musste somit der Erlass der Einspracheentscheide der verfügenden Stelle abgewartet werden, um den Gerichtshof mittels Beschwerde anrufen zu können.

Diese Übergangssituation hat es erlaubt, die Anzahl der hängigen Angelegenheiten - insbesondere mit Erlass materieller Entscheide - konsequent abzubauen. Hierzu wurden sämtliche dem Gerichtshof zugeteilte Arbeitskräfte einbezogen. Die Mitarbeit der Verwaltungsrichter/innen der übrigen Gerichtshöfe im Bereich des Sozialversicherungsrechts ist kontinuierlich abgebaut worden.

G. Statistiken

Aufschluss über Art und Anzahl der beurteilten Fälle gibt der statistische Teil dieses Berichts, auf den verwiesen wird.

III. WISSENSCHAFTLICHE TÄTIGKEITEN

Hugo Casanova, Präsident des Steuergerichtshofes, hat wiederum einige Urteile des Bundesgerichts zusammengefasst und gewürdigt.

Der entsprechende Beitrag erschien unter dem Titel "Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts im Jahre 2001 - Kantonale Abgaben (inkl. Steuerharmonisierung)" im Band 72 (Juli/August 2003), S. 73 ff., der Zeitschrift "Archiv für Schweizerisches Abgaberecht". Zudem leitete er an der Schweizerischen Baurechtstagung (Universität Freiburg) einen Workshop über "Steuerliche Aspekte der Liegenschaftsbewertung".

Jean-Benoît Meuwly, Dr. iur., Chefgerichtsschreiber, hat im Privatversicherungsrecht eine Abhandlung betreffend "La prescription des créances d'assurance (art. 46 al. 1 LCA) au regard de la dernière jurisprudence du Tribunal fédéral" (AJP/PJA 3/2003 S. 303 ff.) veröffentlicht. Im Anschluss an seinen im Rahmen des Kolloquiums über das neue Krankenversicherungsrecht vom 27. November 2002 gehaltenen Vortrages hat er im Bereich des Sozialversicherungsrechts einen Artikel über "Le choix du fournisseur de prestations et la prise en charge des coûts (art. 41 et 49 LAMal). La jurisprudence récente du Tribunal fédéral des assurances" publiziert (RSAS 47/2003 S. 463 ff.).

IV. WEITERES

Das Verwaltungsgericht ist zu mehreren Sitzungen des Gesamtgerichts zusammengetreten, anlässlich welcher Vernehmlassungen zu Gesetzesentwürfen behandelt sowie Personalgeschäfte und andere allgemeine Angelegenheiten erledigt wurden.

Als Wahlkollegium vereinigt haben das Verwaltungsgericht und der Staatsrat einen Beisitzer der Enteignungskommission gewählt.

Weiterbildung

Die Richter und die Mitarbeiter/innen des Verwaltungsgerichts haben verschiedene Seminare und Kurse besucht.

Zusammenarbeit

Im Rahmen der Austausch mit der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg absolvierte Frau *Danielle Bonetti*, Rechtsstudentin, beim Verwaltungsgericht ein zweimonatiges Praktikum.

Informatik

Dank einer zweisprachigen Internet-Site (www.fr.ch/tad/de) kann das Verwaltungsgericht sehr schnell die Öffentlichkeit über Entscheide informieren, die ein besonderes öffentliches Interesse aufweisen, und Pressemitteilungen über die eigene Tätigkeit veröffentlichen. Die Information der Medien ist somit gewährleistet. Die publizierten

Entscheide sind unter dem Format "word" und "pdf" abrufbar.

- [Rapport du Tribunal administratif - partie statistique](#)
[Bericht des Verwaltungsgerichts - statistischer Teil](#)
- [Autres autorités de la juridiction administrative](#)
[Andere Behörden der Verwaltungsjustiz](#)

[Début de la page](#) | [Page d'accueil TAD](#) | [Rechercher](#) | [Comment nous atteindre](#) | [Carte du site](#) | [Français](#) | [Deutsch](#) | [English](#)
Contact: TribAdministratif@fr.ch - Site: TAD

Page modifiée le 03.10.2007 11:44:20